



**Fédération de l'Education, de la Recherche et de la culture CGT**

## **Elections aux 3 conseils de l'Université Pierre Mendès-France le 17 avril 2007**

### **Collège des BIATOS**

(personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers et de service)

Le 17 avril prochain va se jouer une partie de l'avenir de notre établissement. Vous êtes en effet appelés à élire vos représentants dans les trois conseils de l'Université Pierre Mendès France (Conseil d'Administration, Conseil Scientifique et Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire).

Depuis des années, la CGT siège régulièrement dans ces conseils et fait entendre sa différence sans concession pour un **service public renforcé de l'enseignement supérieur**.

Qui dit service public dit :

- **Egalité d'accès aux études supérieures sans aucune discrimination sociale** car l'égalité des chances ne doit pas se substituer à l'égalité des droits !
- **Egalité de traitement des personnels**
- **Réengagement financier de l'Etat**
- **Création de postes de fonctionnaires à hauteur des besoins**

## **Alerte sur la situation locale !**

Le paysage universitaire grenoblois est en pleine recomposition. Au nom de la « *mondialisation de l'économie de la connaissance et de la nécessité de se placer sur le marché de l'éducation pour être performant* », le **projet d'une université grenobloise** présenté par les 4 présidents à l'automne 2006 s'appuie sur trois axes :

- Autonomie renforcée des universités
- Rassemblement de la recherche visant l'« *excellence scientifique* »
- Développement de l'« *employabilité* » des étudiants

Nous souhaitons attirer votre attention sur deux des dangers majeurs de ce programme :

- 1- **Séparation de la Recherche et de la Formation** : La création envisagée du PRES (Pôle de recherche de l'enseignement supérieur) n'est qu'un moyen de mettre en place des « *leviers* » financiers. La séparation programmée de l'enseignement et de la recherche est contraire à toutes nos missions qui consistent à accroître et à diffuser les connaissances.
- 2- **Liquidation de la démocratie** : La représentation des enseignants, des BIATOS et des étudiants aux trois conseils de l'universités sera affaiblie par la volonté affichée des présidents de renforcer le dirigisme et de contourner une démocratie jugée contreproductive et taxée de frein à la rapidité des décisions.

Par ailleurs, ce projet vise à mettre en péril l'avenir des sciences sociales et vient ainsi confirmer les positions de l'Agence Nationale de la Recherche (ANR) – selon laquelle de telles disciplines ne représentent pas des thématiques prioritaires. Et pourtant, les sciences sociales, en observant le monde pour le comprendre, contribuent à le rendre plus humain et plus social. A la demande du patronat, qui prétend contrôler les formations, des universités exemptes de volets « recherche » vont voir le jour ... en quelques sortes, des universités de la misère ! La pénétration des intérêts marchands dans le service public de la recherche, qui pillent sans vergogne les richesses humaines et naturelles, met en cause l'avenir et le développement de demain. En revanche, rien ne filtre sur les salariés qui pourraient éventuellement contribuer à l'« *excellence* », rien non plus sur les avantages qu'en tireront les étudiants. Or nous avons déjà compris que nous, salariés du public, pourrions vivre le même cauchemar que les salariés du privé victimes des fusions-acquisitions et que la réduction des dépenses salariales seraient prioritaires. Dans ce schéma, il est légitime de croire que les personnels contractuels seront les premiers touchés. D'ailleurs, c'est d'ores et déjà les politiques sociale et documentaire de l'université qui subissent une nette diminution de leurs moyens. Quant aux étudiants à qui l'on a déjà tenté de faire payer les déficits en instaurant des droits pour des prestations pédagogiques supplémentaires ou dites telles ils devront à nouveau mettre la main à la poche pour remettre le système à flot. Nous continuerons à nous opposer à une telle logique qui est une sélection sociale impitoyable, les étudiants les plus modestes étant contraints de s'endetter et de se salarier pour financer leurs études.

## Alerte sur les orientations nationales !

La Conférence des Présidents d'Universités (CPU), s'autoproclamant porte-parole de la communauté universitaire, vient de faire 20 propositions pour l'avenir. Parmi-elles :

- L'autonomie pleine et entière pour les établissements s'appuierait sur des contrats d'objectifs à tous les niveaux et sur une maîtrise totale des moyens. Chaque président pourra disposer d'une totale liberté pour administrer l'ensemble des ressources budgétaires, la masse salariale et le patrimoine immobilier.
- Le conseil d'administration serait « *resserré* » autour des personnalités extérieures et notamment des entreprises privées. Le président serait ainsi seul « maître à bord » en lieu et place de l'Etat.
- Les étudiants devraient payer au « prix fort » le coût des inscriptions – et donc d'entrée – à l'université.
- Le statut de fonctionnaire des enseignants et des BIATOS serait détruit. La gestion du recrutement, du déroulement des carrières et du salaire « au mérite » de l'ensemble des personnels assurée par le seul bon vouloir d'un Président risquerait de leur faire perdre toutes les garanties collectives.

L'intégration des entreprises dans les missions de service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aurait pour conséquence de soumettre les universités aux intérêts du secteur privé. Car ce dernier, séduit par la recherche appliquée utile à générer des profits, n'aurait cure de la recherche fondamentale nécessaire à faire avancer la société.

**Oui ! Il faut réfléchir à l'évolution de l'université ... mais dans le respect des principes fondamentaux et de ses modes de fonctionnement démocratique.**

## Personnels BIATOS ... quelles perspectives ?

Face aux budgets stagnants des universités, le recours systématique au recrutement de contractuels (*1/3 des personnels de l'UPMF sont engagés sur des contrats non statutaires*), qui ne bénéficient d'aucun droit (ni privé ni public) et qui peuvent être victimes de tous les abus en matière de conditions de travail et de rémunération, pose de réelles difficultés. **La position des élus CGT a toujours été claire : défendre avec vigueur les personnels précaires et lutter fermement contre la précarité !**

De même, les agents de la fonction publique sont à peine mieux lotis avec des carrières bloquées, un sous-classement général conduisant à une perte du pouvoir d'achat jamais rencontrée jusqu'ici. Les stratégies de division, le stress, la souffrance au travail sont devenus des lieux communs de leur quotidien. Sans reconnaissance de leurs parcours professionnels, de leur expérience et de leurs qualifications, ils doivent se montrer toujours plus motivés. La modernité semble se définir dans la souplesse de leur gestion, dans le recours à la précarité et au temps partiel imposé. Ces logiques sont à l'opposé de notre conception d'un service public national qui consacre ses moyens à lutter contre l'échec et les inégalités avec des salariés reconnus, titulaires travaillant dans de bonnes conditions. **La modernité, ce n'est pas moins de droits sociaux, c'est la conquête de nouveaux droits : le partage des richesses produites par le travail et une réelle justice sociale !**

**Les personnels BIATOS ne doivent pas être écartés des décisions et « réduits à un coût de fonctionnement ».**

**Nous nous prononçons pour :**

- **La création de postes statutaires – seule solution pour lutter contre la précarité.**
- **La titularisation de tous les contractuels, à minima le maintien dans l'emploi.**
- **La reconnaissance et le respect de tous les personnels.**
- **L'emploi et la dignité des personnes handicapées.**
- **L'intervention des salariés à tous les niveaux de décisions avec :**
  - **la mise en place d'un véritable CTP local gestionnaire des ressources humaines et qui remplacerait la CPE antidémocratique ;**
  - **leur participation à tout type de projet concernant leur établissement.**
- **Une action sociale avec des moyens pérennisés et une gestion par et pour les personnels.**
- **Une vraie politique de formation continue.**
- **Une vraie politique de revalorisation des carrières avec l'augmentation des salaires et des primes.**

**VOTEZ FERC-Sup CGT**

**Votez pour des élus qui rendent compte de leurs actions,  
des élus qui se battent... en toute liberté**